

Paris le 2 décembre 2024

PLF 2025 : vers une mobilisation inédite des universités en danger

Le 3 décembre 2024 marque une étape importante de la mobilisation des universités françaises, qui rencontrent de grandes difficultés pour construire leur budget 2025. Cette mobilisation, qui a démarré le 21 novembre lors d'une assemblée générale de France Universités, a conduit une délégation de présidentes et de présidents à obtenir un rendez-vous en urgence auprès du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Lors de cet entretien, les présidentes et présidents ont manifesté leur colère et leur incompréhension vis-à-vis d'un projet de loi de finance 2025 toujours plus contrainte et précipitant l'ensemble des universités dans une situation extrêmement grave d'un point de vue financier.

Bien que les universités aient déjà contribué aux efforts requis par la situation économique du pays en encaissant des surcoûts massifs liés à des mesures salariales et aux hausses des prix de l'énergie, le gouvernement persiste à leur imposer, sans financement, une augmentation des dépenses salariales en relevant, entres autres, leur contribution au compte d'affectation spéciale des pensions.

La seule réponse du ministère se résume à renvoyer l'ensemble des universités à leur trésorerie cumulée (2,5Md€ à l'échelle du pays) dont on sait pertinemment que ce n'est pas de l'argent qui dort. En effet, la majeure partie de la trésorerie d'un établissement étant gagée sur des opérations ciblées et contractualisées, elle ne peut donc être réorientée sur des dépenses courantes telles que les factures d'électricité, les salaires des personnels des universités et encore moins les pensions.

En l'absence de réponse concrète devant cette nouvelle marche infranchissable de dépenses non compensées, les universités ont décidé, à l'issue de l'assemblée générale de France Universités du 26 novembre, de déclarer la journée du 3 décembre journée de mobilisation « universités en danger ».

Cette journée doit marquer une étape inédite de prise de conscience de la réalité de la situation des universités qui, sans réponse, seront amenées, pour certaines en urgence, à prendre des mesures de réduction de leurs activités (réduction des capacités d'accueil à l'admission en licence ou en master, fermeture de formations, fermeture des campus universitaires, réduction de la qualité des services, gels de postes, report de leurs investissements, non recrutements de doctorants...).

Le bureau de France Universités a adressé une lettre au Premier ministre pour l'alerter sur la situation critique des universités et, plus encore, sur les conséquences de cette crise pour l'avenir de notre jeunesse et de notre pays.

Contact presse :**Bastien Florenty**

Chargé des relations presse

presse@franceuniversites.fr

06 64 06 69 36